



Couverture de l'*Atlas Minor* de Mercator. On y voit le Titan Atlas porter le globe terrestre sur ses épaules. De part et d'autre, deux hommes blancs mesurent la surface de la Terre à l'aide de compas d'arpentage. Gerard Mercator et Jodocus Hondius, *Atlas Minor*, 1607, Statens kartverk sjø, domaine public.

POUR UN ACTIVISME CARTOGRAPHIQUE

Préface
Nepthys Zwer

Nepthys Zwer est historienne. Sa recherche porte sur l'épistémologie de la cartographie et le système de représentation graphique Isotype. Elle organise des ateliers cartographiques et anime le site visionscarto.net. Elle est membre d'un collectif de maraîchage alternatif en Allemagne.

«Mais la carte d'une géographie n'est pas plus cette géographie – ou cet espace – que la peinture d'une pipe n'est une pipe.»

Doreen Massey¹

«Les cartes doivent-elles être seulement un miroir inerte des valeurs de la majorité ou peuvent-elles jouer un rôle plus large dans la lutte pour le progrès social?»

Brian Harley²

Le groupe kollektiv orangotango, créé en 2008, pratique ce qu'il appelle un «activisme géographique» reposant sur la cartographie critique et l'éducation populaire³. Ces pratiques et réflexions visent à initier un changement social par des ateliers, des publications, des expéditions urbaines et des performances artistiques. Un petit «+» a été ajouté au nom en 2018 pour prendre en compte les nombreuses personnes qui ont contribué à la conception du présent ouvrage⁴.

1. Doreen Massey, *For Space*, Los Angeles, Sage, 2005, p. 106.

2. (John) Brian Harley, «Can there be a cartographic ethics?» dans *Cartographic Perspectives*, 10, 1991, p. 9-16. Trad. : Peter Gould et Antoine Bailly (éd.), *Le Pouvoir des cartes. Brian Harley et la cartographie*, Paris, Anthropos, 1995.

3. l'éducation populaire a lieu hors d'un cadre institutionnel, généralement dans une structure associative à but non lucratif. Parfois qualifiée d'auto-éducation de la société civile, elle vise l'émancipation individuelle par l'instruction et la réflexion critique mais aussi l'amendement social. Cependant, ses formes et généalogies diffèrent d'un pays à l'autre et il est difficile d'en donner une définition précise. Une figure historique de l'éducation par le bas est le pédagogue Paulo Freire.

4. Voir le site <https://orangotango.info/>

Un non-atlas

Qu'est-ce qu'un atlas ? Cette question s'est posée au kollektiv orangotango+ quand il a conçu la version originale de ce livre. Paru en langue anglaise aux éditions Transcript (Allemagne) en 2018, l'ouvrage présente 40 exemples de contre-cartographies⁵ réalisées dans le monde entier. L'appel à cartes lancé en 2015 par les initiateurs du projet, Severin Halder et Boris Michel, ensuite rejoints par Paul Schweizer, avait reçu près de 150 réponses. Trois années de discussions ont été nécessaires pour sélectionner les propositions, les éditer et donner forme au recueil.

Si le propos initial était de comprendre et d'expliquer ce qu'était une cartographie critique à partir d'exemples concrets, la mise en forme de l'ouvrage amenait une autre question : comment nommer une collection de cartes accompagnées de textes explicatifs, portant sur des sujets hétéroclites et sans uniformité sémiologique ? Devant un album de cartes thématiques, on pense bien sûr à un atlas géographique. Mais ce dernier, depuis que Gérard Mercator en a conceptualisé la forme à la fin du XVI^e siècle⁶, présente plutôt une grande unité de style et reproduit toujours la vision du monde des pouvoirs politiques et économiques dominants. Or, la cartographie critique déconstruit justement ces discours et propose une interprétation contre-hégémonique du monde. N'avions-nous donc pas là un... non-atlas ?

5. En 1995, la sociologue Nancy Lee Peluso a forgé le terme de «contre-cartographie» (*counter-cartography*) pour qualifier les cartes réalisées dans le but de défendre les droits des peuples de la forêt de la Bornéo indonésienne (voir *infra*, p.X). Ce qui différencie la contre-cartographie de la cartographie conventionnelle, c'est qu'elle n'est pas le fait d'une institution étatique ou officielle et qu'elle peut donc soutenir des luttes sociales. Selon les pays, différentes dénominations se sont imposées.

6. Le premier atlas, soit un recueil de cartes sous forme de livre, est cependant le *Theatrum Orbis Terrarum* d'Abraham Ortelius, paru en 1570. Sur le terme «atlas», voir les explications de Denis Wood dans la conclusion, p.166 ; sur l'histoire de l'atlas, voir Jean-Marc Besse (dir.), *Forme du savoir, forme de pouvoir. Les atlas géographiques à l'époque moderne et contemporaine*, École française de Rome, 2022.

À l'automne 2018, nous assistions, à Berlin, au lancement de *This Is Not an Atlas* et la nécessité d'une édition française nous est immédiatement apparue. S'il existait déjà d'autres recueils de contre-cartographies⁷, celui-ci présentait une grande variété de projets réalisés sur toute la surface du globe. Les chercheuses, chercheurs et groupes militants expliquaient et contextualisaient leur démarche, l'analysaient aussi dans une approche auto-critique et relayaient la parole des populations impliquées dans le processus d'élaboration cartographique. En 2021 paraissait, en langue française, *Cartographie radicale. Explorations*, qui pose la question de la nature des (contre)cartes et du geste cartographique d'un point de vue analytique et historique⁸. Face au succès de ces deux publications complémentaires, il a semblé urgent d'offrir enfin au public francophone les exemples du non-atlas. Les Éditions du commun ont relevé le défi et publient, dans une version allégée, le présent livre (de) pratique(s). Il est pensé comme un mode d'emploi et un encouragement à imaginer et à créer «un autre monde possible»⁹.

Pour la présente édition française, la sélection difficile de 19 contributions parmi les 40 d'origine, toutes d'égal intérêt, s'est faite en fonction de la seule exemplarité des contenus. Les versions originales ont été légèrement éditorialisées et unifiées. Traduire en français des textes eux-mêmes traduits en anglais à partir de l'espagnol, du portugais ou de l'allemand s'est avéré un exercice délicat, mais aussi un gain de réflexivité : les terminologies

7. Voir par exemple : *The Nuclear War Atlas* (Bunge, 1982) ; *The Nunavut Atlas* (Riewe, 1992) ; *The Maya Atlas* (Toledo Maya Cultural Council, 1997) ; *les Atlas du Monde diplomatique* (2003-2015) ; *An Atlas of Radical Cartography* (Mogel et Bhagat, 2007) ; *Everything sings. Maps for a Narrative Atlas* (Wood, 2010), *Food. An Atlas* (Jensen et Roy, 2012) ; *We Are Here. Map Archive* (voir mapsarchive.wordpress.com) ; *AntiAtlas of Borders* (voir antiatlas.net). L'atlas critique questionne autant les connaissances que les méthodes de leur production. Voir par exemple : Matthieu Noucher et Laurent Polidori (dir.), *Atlas critique de la Guyane*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

8. Nephys Zwer et Philippe Rekacewicz, *Cartographie radicale. Explorations*, Paris, Dominique Carré/La Découverte, 1^{re} édition 2021.

9. Préface de Severin Halder et Boris Michel dans la version anglaise.

militantes et cartographiques ne se recoupent que rarement d'une zone culturelle et linguistique à l'autre et nous explicitons nos choix en note de bas de page. Pour montrer la diffusion de la contre-cartographie également dans la recherche française, nous présentons, en plus des contributions de Philippe Rekacewicz, d'Élise Olmedo et de Sarah Mekdjian et Anne-Laure Amilhat Szary, déjà présentes dans la version anglaise, celles d'Aude Vidal et de Matthieu Noucher.

Qu'est-ce donc que cette contre-cartographie qu'illustre notre non-atlas? La multiplicité des dénominations (cartographie radicale, critique, sociale, alternative, libre, collaborative, sensible...) témoigne de l'extension et de la vivacité d'un phénomène qui s'inscrit clairement dans un nouveau rapport général aux cartes. On peut en tracer les contours comme ci-après.

L'image du monde

Il faut d'abord comprendre comment fonctionnent les cartes. Elles ont la puissance des images, elles sont immédiates, suggestives et convaincantes. Mais ce qui les rend redoutables, c'est leur utilité. Nous avons besoin des cartes, elles nous sont indispensables pour appréhender notre environnement et nous sommes disposés à croire tout ce qu'elles nous racontent. Elles construisent tout simplement l'image du monde physique que nous nommons «réalité».

Cartographier est un acte aussi ancien que l'humanité, même si la plupart des cartes – griffonnées dans le sable, chantées, dansées, rêvées – se sont perdues ou ne laissent pas de traces, étant avant tout des outils d'orientation et de localisation. Au fil du temps, la représentation cartographique s'est vu imposer les normes de la conception occidentale de l'espace, un espace euclidien et mesurable et non pas dynamique et symbolique. À l'époque moderne, la triangulation a donné à la cartographie la superbe mathématique et «scientifique» dont elle a

tant de mal à se défaire. Cette acception cartésienne de l'espace permet aux puissants de tracer des lignes sur le papier puis de leur donner force de loi, d'en faire des frontières et, bien sûr, de coloniser la surface du globe. Le traité de Westphalie, en 1648, a refaçonné l'Europe avec des frontières-limites qui venaient se plaquer artificiellement sur l'espace vécu des populations dans l'épaisseur des marges frontalières. Il en alla de même lors du congrès de Berlin de 1878 qui redessina les contours de l'Europe du Sud-Est, de la conférence de Berlin de 1885 qui découpa l'Afrique en morceaux et des traités de paix de 1919, dont on dit qu'ils préparèrent la prochaine guerre.

Le pouvoir performatif des cartes sert donc à administrer la preuve, notamment celle de la propriété, et à légitimer et pérenniser un pouvoir sur le territoire et l'espace. «Les cartes ont été complices de l'histoire du colonialisme et du nationalisme», lit-on dans la préface de la version anglaise. Elles ont contribué à la stabilisation et à la légitimation de ces pouvoirs, mais aussi à la naturalisation des conditions sociales qu'ils instaurent. Pourtant, la géographie concerne tous les êtres humains. En 1976, Yves Lacoste nous mettait déjà en garde : «Pour le développement d'une société démocratique, il est grave que ce soit seulement la minorité au pouvoir qui sache comment la situation se transforme concrètement dans les multiples parties du territoire et comment on peut intervenir dans ces changements.»¹⁰

Demandons-nous donc qui réalise une carte, et pourquoi? Selon l'intention qui sous-tend le geste cartographique, elle pourra servir des causes antagonistes : communément, celles des pouvoirs en place, des grands intérêts économiques et du capital ou bien, et c'est dans cette logique que s'inscrit la contre-cartographie, celle de la justice sociale.

10. Yves Lacoste, *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* [1976], Paris, La Découverte, nouvelle édition augmentée, 2012, p.175.

Petits détours

La contre-cartographie s'est constituée, à différents moments et à différents endroits, par la convergence autant de la pratique, de la recherche, de l'engagement politique que de l'art.

Des groupes et individus lui ont préparé la voie, telle l'équipe du sociologue W.E.B. Du Bois, qui exposa à Paris, en 1900, des graphiques aux formes inédites pour expliquer la situation des Noirs aux États-Unis ou bien l'Isotype, un système de représentation de données statistiques par des pictogrammes conçu par Otto Neurath et Marie Reidemeister à partir de 1925, qui dévoilait les interdépendances socio-économiques de l'activité humaine.

Dès les années 1960, certaines Premières nations, telles les populations autochtones¹¹ d'Amérique latine ou du Canada, ont utilisé des cartes pour défendre ou recouvrer l'usage de leurs territoires ancestraux¹². Aux États-Unis, au tournant des années 1970, la prise de conscience de la nature performative de l'énoncé cartographique aboutit à une convergence entre recherche

11. Courante dans d'autres langues (*indigenous* en anglais), la notion d'«indigène» renvoie en France à l'indigénat algérien. Nous lui préférons le terme d'autochtone. Selon les Nations unies, en 2019, la Terre comptait 476 millions d'autochtones, soit 6,2% de la population mondiale. Il s'agit des «communautés, populations ou nations non dominantes d'un pays dont la présence historique est antérieure sur un territoire déterminé»: Indiens des Amériques, Maoris de Nouvelle-Zélande, Aborigènes d'Australie, Inuits du Groenland et de la Sibérie, Saamis de Scandinavie, Kanaks de Nouvelle-Calédonie et Ainus du Japon. La définition peut être étendue à d'autres groupes. Au Brésil, le gentilé «Marrons» désigne les communautés de descendant·es d'esclaves noir·es qui avaient fui l'esclavage colonial et s'étaient installés en forêt, dans des *quilombos*. Le terme «marron», dérivé de l'espagnol *cimarrón* (qui désigne les animaux domestiques retournés à l'état sauvage) n'a rien à voir avec une couleur de peau. On les appelle «Bushinengués» en Guyane française. Autant les populations indiennes que marrones luttent contre l'accaparement de leurs territoires, convoités pour leurs ressources alors que leurs droits ne sont pas consolidés.

12. Voir les travaux de Béatrice Collignon sur les cartographies des Inuits du Canada ou le *Nunavut Atlas* de Rick Riewe, dont est extraite l'image p. 22.

universitaire et militantisme. En 1969 était lancée la revue *Antipode. A Radical Journal of Geography*. David Harvey et William Bunge – ce dernier en collaboration avec la jeune activiste Gwendolyn Warren – mettent alors leur géographie «radicale» ou «critique» au service de causes sociales qui leur semblent justes. En France, en 1976, Yves Lacoste lance la revue *Hérodote*, qui contribue à réhabiliter la géopolitique dans l'univers prétendument apolitique de la géographie. En 1984, Roger Brunet lance le groupe de recherche GIP Reclus et sa revue *Mappemonde*, qui témoigne de ces préoccupations épistémologiques.

À partir des années 1990, la recherche s'est définitivement ouverte à cette approche critique du geste cartographique (geste que l'on appelle *mapping* en anglais), mais aussi de l'objet carte lui-même et de son usage social. S'opère alors la grande déconstruction de la carte, entrée «dans l'ère du soupçon»¹³. Ces questionnements méthodologiques et épistémologiques mettent la discipline en tension entre une nécessaire normalisation du langage cartographique (voir la «sémiologie graphique» conçue par Jacques Bertin) et des innovations (voir la «chorématique» de Roger Brunet, de même les cartes réalisées pour la DATAR par Anne Bailly ou les cartes géopolitiques crayonnées de Philippe Rekacewicz). Il est clair que l'émancipation de la forme accompagne la libération du préjugé de scientificité et du crédit d'objectivité que l'on attribue trop facilement aux cartes. Au tournant du millénaire, ce sont les artistes qui ont impulsé une nouvelle dynamique à cette approche politique de l'espace, comme l'explique André Mesquita dans le chapitre suivant.

13. Christian Jacob, *L'Empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 21. Severin Halder et Boris Michel citent John Brian Harley, «Deconstructing the Map» dans *Cartographica*, 26/2, 1989, p. 1-20; Denis Wood, *The Power of Maps*, New York, Guilford, 1992; Jeremy W. Crampton et John Krygier, «An Introduction to Critical Cartography» dans *ACME. An International E-Journal for Critical Geographies*, 4/1, 2005, p. 11-33.

Aujourd'hui, les cartes simplifiées et l'infographie sont omniprésentes dans notre paysage informationnel. L'intérêt du grand public pour la cartographie est porté par les possibilités qu'offre le numérique, que ce soient les outils de géoréférencement (systèmes d'information géographique, systèmes de navigation) ou les logiciels de cartographie. Reste à savoir si cette facilitation des pratiques et usages ne fait pas oublier la nature subjective et politique des cartes. À nous de prendre en main cet outil en connaissance de cause, en tenant compte de ses possibilités et de ses limites.

Des cartes autres

Parmi les cartes critiques beaucoup sont réalisées par des personnes non spécialistes lors d'ateliers animés par des chercheuses et chercheurs impliqué·es; certaines sont faites à main levée, d'autres sont des cartes numériques¹⁴. À l'échelle d'une commune ou d'un quartier, la cartographie participative permet la mise en commun des idées et fédère le groupe autour d'une action collective – à l'échelle du monde, la carte produite par une seule personne (qu'elle soit cartographe, militante ou artiste) révélera et dénoncera des situations et phénomènes occultes, inédits ou complexes, d'interrelations et interdépendances économiques ou politiques. Elle complètera ou rectifiera ainsi les informations dont nous disposons. Ces cartes usent des mêmes ressorts que la cartographie conventionnelle, mais mettent le pouvoir de l'image et du discours cartographique au service de la transformation sociale et de l'agentivation politique de la société civile.

La cartographie critique formule tout d'abord un contre-récit qui corrige ou étend les connaissances établies sur un sujet. Du dévoilement à la mise en évidence de phénomènes spatiaux, elle propose des

14. Voir le travail des groupes iconoclastas: <https://iconoclastas.net/> et GeoComunes: <http://geocomunes.org/>

informations nouvelles et différentes. Internet et les applications numériques lui permettent d'opérer en *open access* et *open source*¹⁵, partant du principe que la connaissance est un bien commun¹⁶, une ressource libre et partagée, révisable et utilisable par toutes et tous.

Cette cartographie alternative est réflexive, elle questionne son propre fonctionnement, ses choix sémiologiques, sa subjectivité et la nature située¹⁷ des savoirs qu'elle produit, mais aussi les conditions économiques de sa production, les usages auxquels elle est destinée et «les conséquences sociales de la confection des cartes» (Harley, *op. cit.*).

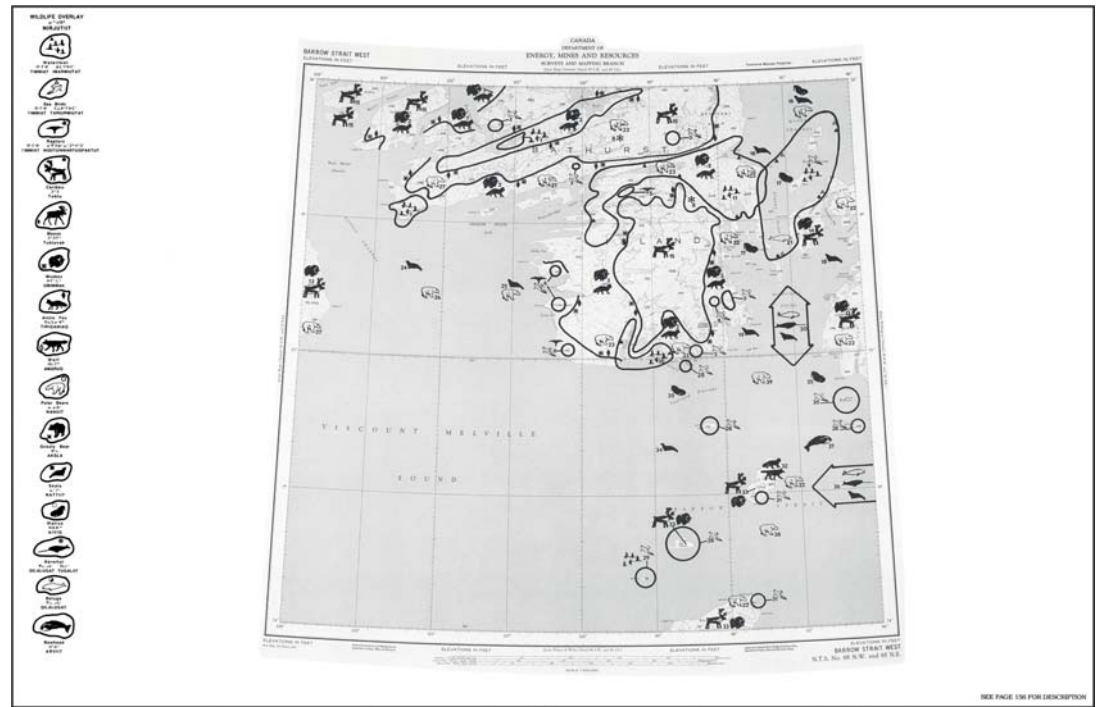
Elle est «humaine». La recherche impliquée ou militante permet d'élaborer des cartes avec les populations concernées, sur le terrain, au plus près des zones de résistance et de lutte. Les populations ne sont plus les «objets» de la recherche géographique, mais des sujets agissants. Elle produit un *empowerment* mental, intellectuel et technique, une agentivation des groupes engagés dans la revendication et la défense de leurs droits. Ils prennent conscience de leur situation, se fédèrent et

15. Un contenu en libre accès (*open access*) est disponible gratuitement et librement. Un logiciel *open source* est utilisable et modifiable librement. Les formats ouverts et les données ouvertes ne sont pas soumis à un brevet ou des restrictions légales. Les licences *creative commons* régissent l'utilisation d'œuvres intellectuelles dans le but de les partager et de mieux diffuser les connaissances.

16. «Les biens communs, ou tout simplement communs, sont des ressources, gérées collectivement par une communauté, celle-ci établit des règles et une gouvernance dans le but de préserver et pérenniser cette ressource.» (définition donnée sur «le portail des Communs»: <https://lescommuns.org/>). Les termes de «communs» ou de «biens communs» ne font pas consensus et peuvent se décliner selon des critères d'accès, de rivalité, d'épuisement, de nature, d'exclusivité, etc. Ils peuvent être des biens ou des ressources soit physiques (cours d'eau, forêts, parcs...), soit immatérielles (les connaissances, la culture, les logiciels libres...) partagées et gérées collectivement. L'économiste Elinor Ostrom examine l'auto-gouvernement des biens communs dans son ouvrage *Governing the commons. The evolution of collective action* [1990], trad. *La Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Louvain, De Boeck, 2010.

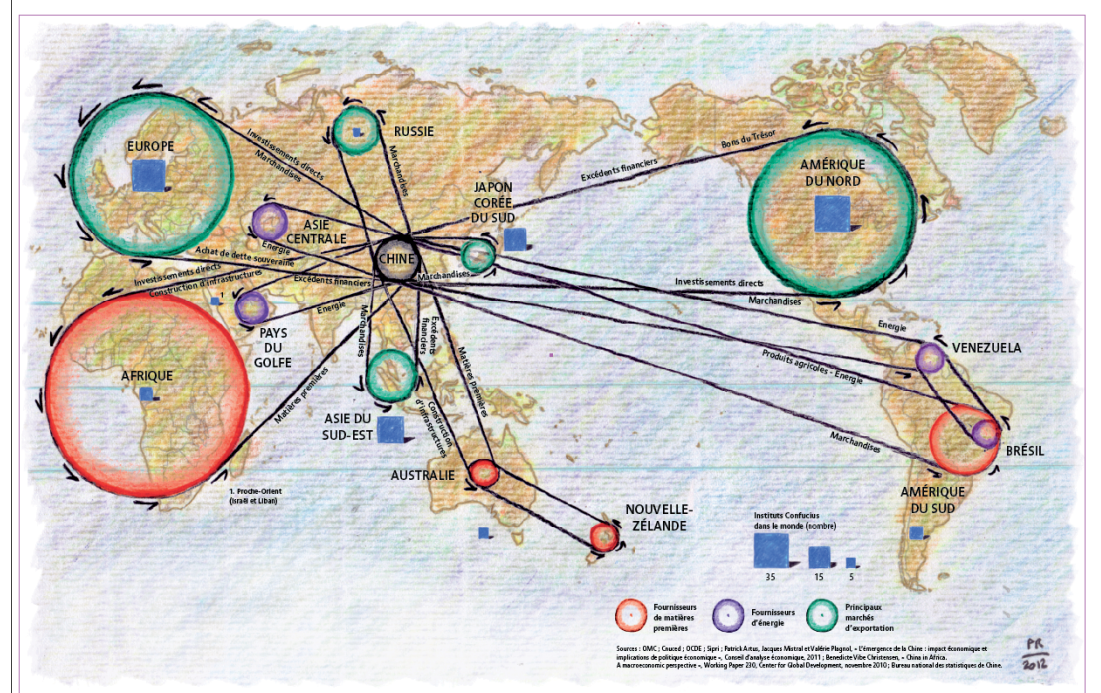
17. Sur la notion de «savoir situé», voir Donna Haraway, «Situated Knowledges. The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective» dans *Feminist Studies*, 14/3, 1988, p.575-599.

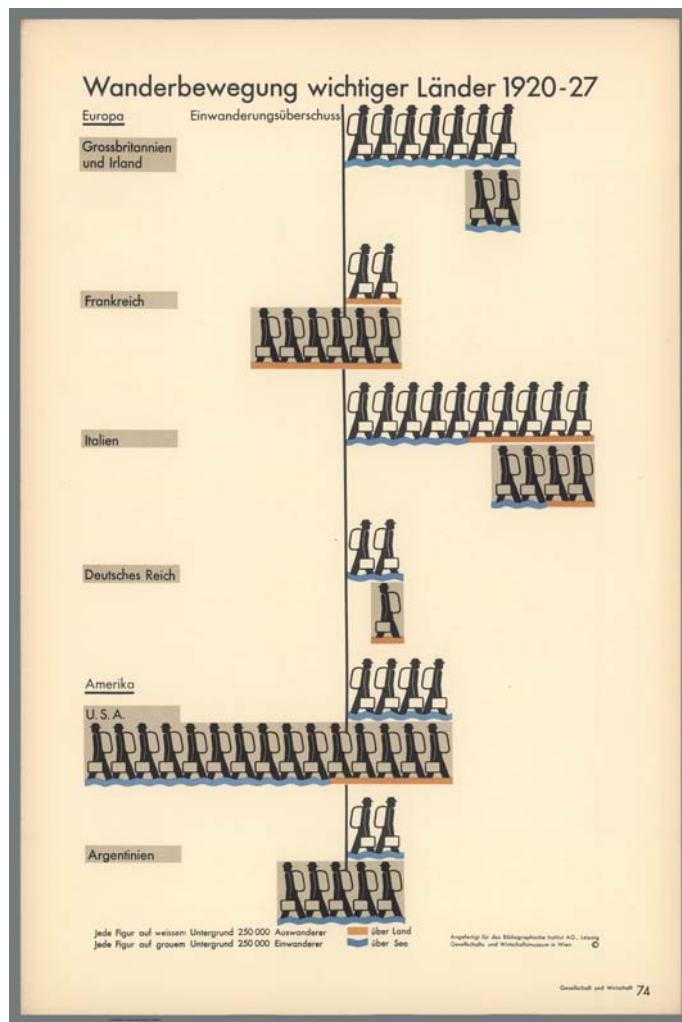
Usage autochtone du territoire au Canada. Rick Riewe, *Nunavut Atlas*, 1992, p.43. The University of Alberta Press et Tungavik Federation of Nunavut, all rights reserved, © Canadian Circumpolar Institute.



43

Des rouages pour montrer les interdépendances entre la Chine et les autres régions... Philippe Rekacewicz, «Au centre de la mondialisation» dans *Le Monde diplomatique*, *Manière de Voir*, 2012.





Mouvements migratoires de différents pays.
 Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseum
 Wien, «Wanderbewegung wichtiger Länder
 1920-27» dans *id.*, *Gesellschaft und Wirtschaft*.
Bildstatistisches Elementarwerk, Leipzig,
 Bibliographisches Institut, 1930, planche 74.

se dotent d'outils de lutte. Elle assume aussi sa nature subjective et ne cherche pas à effacer l'empreinte des personnes qui l'ont conçue.

C'est justement parce qu'elle revient à la racine humaine de la connaissance géographique et qu'elle assume son intention politique en s'inscrivant dans une recherche militante qu'elle est volontiers qualifiée de «radicale».

Parce qu'elle intègre d'autres prémisses que la cartographie conventionnelle, la cartographie libre constitue un enrichissement pour la recherche en géographie. Elle renouvelle également notre façon de penser l'espace. Car si les contre-cartes répondent à des questions, elles en posent aussi de nouvelles. Elles sont la surface de projection des problèmes diffus et tus, parfois dramatiques, auxquels sont confrontés les humains et leur environnement du fait des logiques libérales et néocoloniales du capitalisme partout à l'œuvre. À partir de la carte, au-dessus, autour d'elle, à son propos, vont émerger des discussions, des analyses, une pensée critique qui, comme le souhaitait le philosophe Otto Neurath, exerceront notre «faculté d'argumenter et de penser rationnellement»¹⁸. Ces cartes sont une «conversation potentielle» comme le montrent bien les échanges de contributrices et contributeurs de l'ouvrage dans la conclusion de ce livre.

Aujourd'hui, nous en sommes témoins avec ce non-atlas, une véritable contre-culture cartographique a vu le jour. Ces expériences existent en France, bien qu'elles soient encore minoritaires, et nous espérons que les exemples exposés ici soient inspirants.

18. Otto Neurath, «Visual Aids and Arguing» dans *The New Era*, 25/3, avril 1944, p.51-61.

Les 20 projets du non-atlas

Les projets présentés dans ce livre ne se ressemblent pas, mais leurs ressorts sont les mêmes. Les habitant·es d'un quartier informel d'un pays pauvre pratiquent la même contre-cartographie que les habitant·es d'une grande ville d'un pays riche lorsque leur carte collaborative sert à revendiquer leur «droit à la ville»¹⁹ : d'un côté, on inscrit des maisons et des écoles autogérées sur le blanc des cartes officielles pour se rendre visible et obtenir l'aménagement d'infrastructures de la part des pouvoirs publics, de l'autre, les populations évincées des centres-villes occidentaux par la location touristique saisonnière défendent leur droit à rester chez elles en sensibilisant l'opinion publique à leur cause.

La contre-cartographie présente également une diversité de procédés. Lors d'ateliers collaboratifs, les participant·es dessinent des cartes à main levée et inventent leur propre sémiologie cartographique. Ces cartes sembleront maladroitement à qui les juge selon les seuls standards de la cartographie conventionnelle, oubliant que leur intérêt réside dans l'information nouvelle qu'elles produisent, sa corporéité et sa justesse. Ces groupes apprennent aussi à se servir d'outils de localisation et de cartographie en ligne, que ce soit pour repérer les terrains «communisables» d'une métropole ou pour répertorier les violences sexistes et sexuelles de rue.

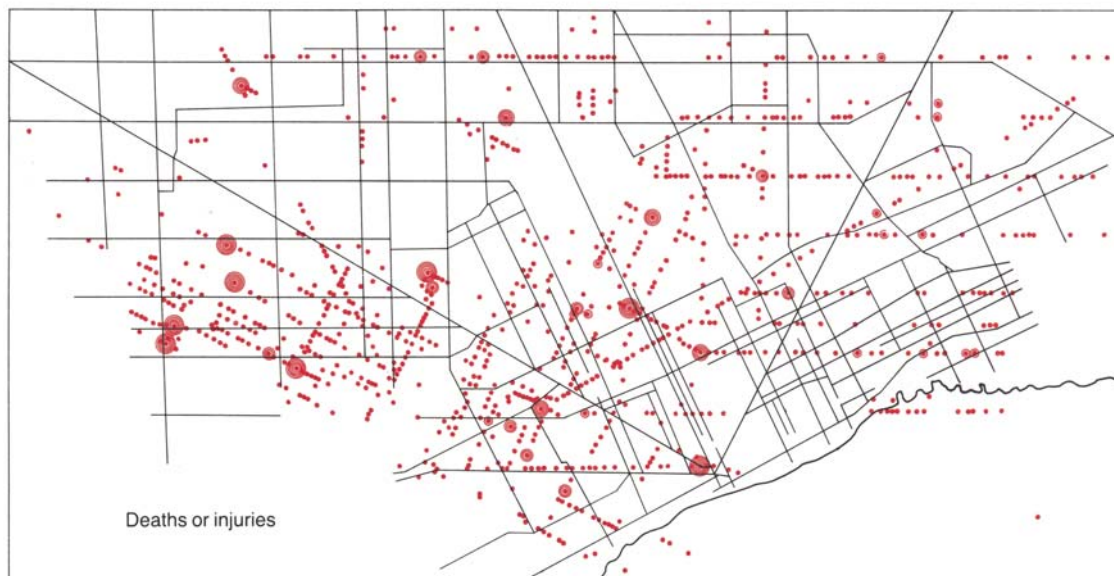
On l'aura compris : les objets et les méthodologies de la contre-cartographie sont aussi variées qu'il y a de causes à défendre, mais il s'agira toujours d'œuvrer pour plus de justice et d'égalité sociale et économique. Nous avons cherché à restituer cette diversité des formes dans l'unité des luttes. Les quatre angles d'analyse retenus (la carte en tant que «révélateur», «miroir», «outil» et «argument politique») ne servent qu'à organiser le livre, chaque contribution pouvant être abordée indifféremment dans chacune de ces perspectives.

19. Cette notion d'un droit à une vie urbaine décente et agréable a été développée par Henri Lefebvre dans *Le Droit à la ville* (1972).

Le premier chapitre propose des exemples de cartographies servant à révéler et rendre visible des situations d'injustice : à San Francisco, elles montrent la progression de l'éviction des classes modestes du centre urbain et tout ce que l'on peut entreprendre pour s'en défendre ; les cartes de l'accaparement et de la pollution des terres par l'agrobusiness et les mines géantes vont fédérer des actions citoyennes locales dans les Andes ; en Inde, les habitant·es de quartiers informels²⁰ se servent de cartes pour documenter l'état effectif des lieux ; de la même façon en Amazonie, des groupes autochtones s'inscrivent eux-mêmes sur la carte de leur territoire ; à Vienne, le répertoire des noms de rue prouve l'expression de l'inégalité de genre dans l'espace public ; dans tous les aéroports du monde, la confiscation de l'espace public par les *duty-free shops* illustre la prédation capitaliste à l'œuvre autour de nos espaces communs.

Le deuxième chapitre met en exergue l'un des effets marquants du processus cartographique : en s'inscrivant sur la carte, chacune et chacun va prendre conscience de la dimension spatiale de sa vie, de ses usages de l'espace, de l'acceptabilité ou non des limites imposées, valorisant ainsi sa propre existence : en Grande-Bretagne, des personnes sans abri découvrent leurs propres pratiques de la ville et, en conséquence, la légitimité de leur présence ; au Maroc, des femmes transposent leur quotidien sur des tissus traditionnels ; au Bangladesh, les habitant·es se construisent une identité en réalisant des cartes communautaires ; en Égypte, les habitant·es de Port-Saïd inscrivent *leur* histoire sociale sur une grande carte murale ; en Europe, des personnes en migration (se) racontent leur expérience de l'exil dans des cartes sensibles.

20. *Slum* en anglais, *favela* en portugais, le terme désigne les quartiers pauvres et surpeuplés dont les constructions ne sont pas inscrites au registre foncier. Ces quartiers n'apparaissent pas sur les cartes officielles, sinon en tant que grandes taches blanches ou grises. Le terme encore courant de «bidonville» est dépréciatif, celui de «quartier auto-organisé» insiste sur une caractéristique de ces lieux de vie.



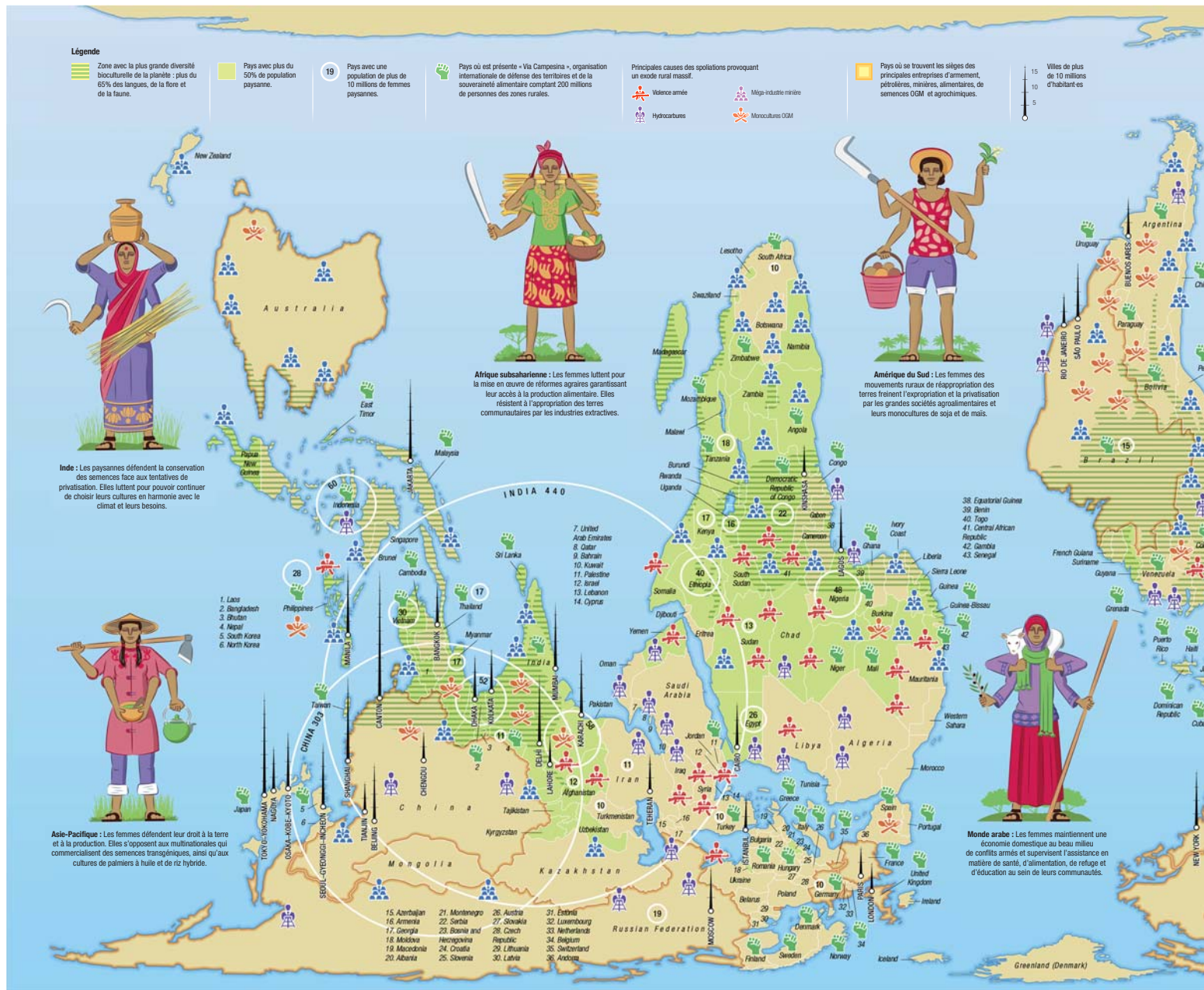
Reprise d'une carte de 1971 du Detroit Geographical Expedition and Institute (DGEI) dirigé par Gwendolyn Warren. La police de Detroit évoque des accidents (forcément fortuits), mais il s'agit des lieux où des banlieusards ont renversé des enfants noirs, souvent sur leur trajet scolaire. William Bunge, «Children's automobile 'accidents' in Detroit» dans *Nuclear War Atlas*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, p. 123.

Le troisième chapitre aborde la contre-cartographie en tant qu'outil : il questionne tout d'abord les données qui servent à construire les cartes, celles disponibles sur le web, dont celles issues du *crowd-sourcing* (de la contribution bénévole des internautes), qui reflètent les inégalités d'accès au savoir collectif, mais aussi les inégalités de contribution à la constitution de ce savoir ; au Kenya, les gens apprennent à géolocaliser leur environnement ; à Berlin, la carte se fait un outil mémoriel du mouvement des squats ; en Malaisie, les populations autochtones conçoivent des cartes en tant qu'instrument de lutte ; en Guyane française, les petites cartes militantes dénoncent les agissements de l'industrie extractiviste.

L'outil prend toute sa dimension politique dans les luttes présentées au quatrième chapitre : au Brésil, des chercheuses et chercheurs travaillent en concertation avec les populations à des projets de gestion des terres et rendent ainsi visibles leurs usages autochtones ; en Égypte, une application permet de montrer sur une carte les incidents de harcèlement des femmes dans l'espace public ; aux Philippines, cartographier les pratiques agraires et forestières permet de défendre les

communautés ; à New York, on s'organise pour arracher les friches à la spéculation immobilière et les transformer en espaces verts partagés ; surveiller les routes migratoires en Méditerranée permet aux activistes des droits humains de sauver des vies.

La contre-cartographie étant à la fois une technique et une démarche militante, nous reprenons les conseils qui se trouvaient déjà dans *This Is Not an Atlas*, cette fois sous forme d'un fanzine détachable placé à la fin du livre : un *Petit manuel de cartographie collective et critique* pour les besoins des ateliers et du terrain. Si, aux mains des puissants, la carte a longtemps servi (et sert toujours) à asseoir leur pouvoir et à faire la guerre, aux mains de la société civile elle devient un instrument de justice et de bien-être social. Nous pouvons toutes et tous «mettre les mains à la carte», nous entraîner à en faire sur les lieux de lutte, nous approprier cet outil dans des ateliers de cartographie. Nous pouvons mettre cet outil puissant au service de causes justes.



Mégalopoles et crise environnementale

En 2007, pour la première fois dans l'histoire, la population urbaine a dépassé la population rurale. Néanmoins, environ 3,4 milliards de personnes vivent encore dans des zones rurales et se consacrent à la production alimentaire. Plus de la moitié d'entre elles sont des femmes. Elles encouragent les pratiques de réciprocité, préservent la mémoire et les savoirs ancestraux, travaillent et cultivent la terre en harmonie avec les cycles de la nature. Elles apportent ainsi une solution à la crise écologique et aux catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes dans le monde.

Travail rural et domestique

Ces 1,7 milliard de femmes représentent 25 % de la population mondiale et nourrissent 70 % des habitants de la planète. Les femmes rurales ne s'occupent pas uniquement des cultures, de l'approvisionnement en eau et en bois ou de l'élevage. Elles accomplissent également un travail invisible et non rémunéré : le travail domestique, qui consiste à s'occuper des enfants et des malades, à nettoyer le foyer et à préparer à manger... autant de tâches considérées comme le prolongement (inévitable) de leurs fonctions de reproduction biologique.

Exode rural et répression

Fondé sur les monocultures et dominé par des multinationales, le système alimentaire agro-industriel nourrit 30 % de la population mondiale et emploie, dans des conditions déplorables, une infime partie des travailleuses et travailleurs des zones rurales. Ce système détruit l'environnement, appauvrit les peuples autochtones et les chasse de leurs terres. Il se développe à travers la militarisation et la répression, entraînant ainsi la perte des droits collectifs sur les biens naturels et la transformation de la propriété commune en propriété privée.

De par le monde, les femmes assurent le *care* (le soin porté aux autres) mais aussi la protection des communs et la souveraineté alimentaire. Iconoclasistas, « À qui appartient la terre? – Mapa mundi », 2017, licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 (CC BY-NC-SA 4.0) International Public License.



À QUI APPARTIENT LA TERRE ?

Dans un monde où les corps et les territoires créateurs de vie sont considérés comme des objets de conquête, pillés par des actes néocoloniaux et capitalistes, menacés par la violence machiste et patriarcale qui se manifeste dans de multiples dimensions, les femmes résistent et organisent leurs communautés. Elles créent des économies domestiques qui protègent les biens communs et la souveraineté alimentaire.

- 44. Ecuador
- 45. Panama
- 46. Costa Rica
- 47. El Salvador
- 48. Guatemala
- 49. Honduras
- 50. Belize

Mésamérique : Les femmes font face aux traités de libre-échange, à l'extension des conflits armés et au maïs transgénétique. Elles protègent la diversité des espèces existantes.

Souveraineté alimentaire et culturelle

Grâce à des pratiques de défense des biens communs, de protection de la culture populaire et solidaire, et du respect de la nature, les femmes rurales préservent l'agrodiversité face à l'avancée du dépeuplement néocolonial. Elles assurent aussi la survie de plus de 6000 langues vivantes dans le monde entier. Majoritairement méconnues, celles-ci ont évolué au fil des siècles et sont porteuses de traditions et de pratiques inestimables. Ainsi, les femmes rurales sont de véritables gardiennes de la mémoire de la terre.